

L'Afrique subsaharienne francophone est le moteur de la croissance africaine

Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 12 mars 2019

Source [Le Salon Beige] [Selon Ilyes Zouari](#), Président du CERMF (Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone) :

Pour la cinquième année consécutive, l'Afrique subsaharienne francophone a affiché les meilleures performances du continent, selon les données de la Banque mondiale. Cet ensemble de 22 pays a enregistré une croissance globale de 3,9 % (4,6 % hors cas très particulier de la Guinée équatoriale), contre 2,2 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne.

Sur la période 2012-2018, soit sept années, la croissance annuelle de l'Afrique subsaharienne francophone s'est donc établie à 4,2 % (4,9 % hors Guinée équatoriale, et 6,3 % dans la zone UEMOA qui confirme ainsi son statut de plus vaste zone de forte croissance du continent). Ce taux a été de 2,9 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne. Les trois premières économies francophones, à savoir la Côte d'Ivoire, la RDC et le Cameroun, ont respectivement enregistré une croissance annuelle de 8,6 %, de 6,0 % et de 4,8 % en moyenne. De leur côté, les trois premières économies du reste de l'Afrique subsaharienne, à savoir le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Angola, ont respectivement connu une progression annuelle de 2,8 %, de 1,4 % et de 2,2 %. [...] Enfin, il convient de souligner que les pays francophones ne représentent que deux des dix pays les plus endettés du continent (le Congo, 4e, et le Togo, 10e).

L'Afrique subsaharienne francophone devrait demeurer le moteur de la croissance du continent en 2019. Cependant, et en entraînant à sa suite une hausse des prix des matières premières, une importante baisse du dollar pourrait affecter négativement les économies des nombreux pays francophones assez pauvres en richesses naturelles. Et en particulier les pays de l'ouest de la zone CFA, qui seraient alors doublement pénalisés en étant également affectés par un euro trop fort. La France devrait alors prendre toutes ses responsabilités afin d'éviter que la politique monétaire de la zone euro ne soit contraire aux intérêts de l'Afrique francophone, et donc à ses propres intérêts. À défaut, l'arrimage actuel du franc CFA à l'euro devrait alors être remis en cause, en optant pour un panier de devises qui inclurait, notamment, le dollar et le yuan chinois.

Mais la France se doit également d'accroître sa présence économique afin de mieux tirer avantage des opportunités qui se présentent, notamment dans des pays stratégiques que sont la RDC ou Djibouti, où elle est fort peu présente. [...]

Enfin, l'émergence économique et démographique de l'Afrique francophone contribue en bonne partie à la hausse du nombre d'apprenants du français dans le monde. Et notamment en Afrique subsaharienne non francophone, où ce nombre a augmenté d'environ 126 % entre 2014 et 2018, selon les données de l'OIF.

Dans ce cadre, la France se doit d'accompagner et d'amplifier cette évolution favorable à la langue française, plutôt que de constituer manifestement un frein en la matière en faisant la promotion intensive de la langue anglaise dans le monde, à travers nombre de ses multinationales et de ses diplomates (contrairement à un Québec exemplaire, par exemple).